

Le front populaire : une révolution qui pouvait réussir ?

Henri BRUGMANS,

Recteur du Collège d'Europe (Bruges).

★

M. Daniel Guérin est l'un des rares marxistes français conséquents. On connaît son *Fascisme et grand Capital*, publié en 1936, puis refondu et réédité après la Libération, d'autre part, ses deux volumes d'analyse historique, *La Lutte des Classes sous la Première République*, sans parler de ses essais sur la sexualité et de ses œuvres littéraires. Mais il n'est pas seulement écrivain et historien ; il a également derrière lui tout un passé de militant révolutionnaire, et c'est en cette dernière qualité qu'il nous présente aujourd'hui un passionnant ouvrage, intitulé *Front Populaire, Révolution manquée* (Paris, Julliard, 1963).

Il ne s'agit pas ici d'une œuvre d'érudition, mais d'un « témoignage », presque de mémoires personnels. Si l'auteur cite des sources, ce sont presque exclusivement celles qui émanent du groupe auquel il appartenait : la Gauche Révolutionnaire qui devait devenir, après la scission de la S.F.I.O. à Royan en 1938 et sous l'impulsion de Marceau Pivert, le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan. Mais que cette partialité voulue et avouée ne nous trompe pas sur la valeur du livre. Au contraire, on voudrait posséder beaucoup d'œuvres de ce genre, d'une honnêteté aussi absolue dans l'engagement et d'une lucidité aussi violente dans le jugement porté sur les partis et les hommes. Ce n'est pas l'histoire telle qu'on l'écrit d'après les textes, « objective » mais morte ou moribonde : c'est l'histoire vécue par un homme passionné, qui se jeta pleinement dans la bagarre et nous dit aujourd'hui : « J'étais là, telle chose m'advint ». On peut discuter ses prises de position — nous ne nous en ferons pas faute tout à l'heure — mais il nous fait assister à une véritable résurrection des

événements et du climat dans lequel il se sont déroulés.

L'avouerai-je ? L'auteur de ces lignes, qui appartient à la même génération que Guérin et suivit d'assez près la grande aventure du Front Populaire après avoir fait tout son apprentissage socialiste à Paris, retrouve dans ce livre une partie de sa propre jeunesse. Les querelles évoquées ici, il y participa très modestement pour sa part. Les publications d'extrême-gauche citées — *Monde, Le Cri du Peuple, La Révolution Proletarienne* — il les a lues avidement, en assistant aux réunions publiques organisées par elles. Voici donc tout un univers qui paraît bien mort aujourd'hui, un univers de cénacles et de sectes où il y avait énormément à apprendre, où l'on coudoyait les êtres les plus désintéressés de la terre et dont les protestations étaient toujours valables, soit qu'elles s'adressent à l'ordre établi ou aux partis avec leurs appareils bureaucratiques. Pourtant, un univers d'hommes qui n'étaient presque jamais en prise directe sur l'histoire réelle. Fallait-il donc choisir entre la pureté de l'esprit et l'efficacité de l'action révolutionnaire ?

Mais voilà justement qu'en 1934 arrive le Front Populaire : mouvement de masse antifasciste d'abord, puis opération électorale et gouvernementale à partir du printemps de 1936. Pendant un temps, la convergence parut se faire entre les grandes organisations politiques ou syndicales d'une part et, de l'autre, le courant d'idées audacieuses que représentaient les groupements à la base. Ceux-ci sortirent enfin de leur isolement, pour féconder la Révolution en marche.

Or, un an plus tard, la « pause », annoncée par Léon Blum, avait commencé et, avec elle, le reflux des espoirs. Vainement, les « pivertistes » s'efforcèrent de remonter le courant, luttant à la fois contre le réformisme stérile des uns et le « nationalisme russe » des autres. En effet, ni les socialistes de la S.F.I.O., ni les communistes aux ordres de Staline ne voulaient d'une révolution prolétarienne authentique et indépendante, en France. Lorsque viendra la guerre de 1939, la classe ouvrière française s'y résigna donc sans enthousiasme : elle venait de perdre la bataille qui fut la sienne.

Révolution manquée, sans doute : Daniel Guérin a raison. Révolution tout de même, ne fût-ce que pour une raison essentielle qui ne trompe jamais : l'effondrement à peu près total des structures politiques existantes.

En fait, au milieu des années 1930, l'État parlementaire et républicain avait perdu le plus clair de son prestige. Ni le « Bloc National » des chauvins, ni le « Cartel des Gauches » à direction radicale, ne pouvait plus espérer de dégager une politique à long terme ni, en conséquence, former un gouvernement stable et réalisateur. Et, comme la faiblesse de l'État entraîne toujours l'impunité des transactions corruptrices, il n'était pas surprenant que cette période ait été riche en scandales financiers, ce qui acheva de déconsidérer « ces princes qui nous gouvernent ». Enfin, la crise économique commença à faire ses ravages — moins gravement certes qu'en Allemagne, puisque la France, plus conservatrice et plus stagnante, était moins vulnérable — mais cependant, d'une manière suffisamment inquiétante pour que le mécontentement populaire augmentât. C'est dans une atmosphère de tension sociale et de vide politique que s'est imposé le Front Populaire.

Pourtant, les chances révolutionnaires étaient-elles aussi favorables que l'imaginaient les militants de l'extrême gauche ? Nous n'en sommes pas sûr. L'État ne se constitue pas seulement de ses institutions gouvernementales et parlementaires. Il comporte aussi la police, l'armée et la grande administration. Or, celles-là étaient-elles également touchées à mort par la désintégration politique ? Nullement ! Au contraire, lorsque la Gauche triompha aux élections de 1936, et qu'elle pouvait incarner transitoirement l'espoir d'une majorité des Français, ses adversaires n'avaient pas désarmé, loin de là. Surtout, lorsqu'éclata la rébellion en

Espagne, la Droite française plus ou moins autoritaire ou fascinante et certainement antirépublicaine par tradition, en conçut des forces nouvelles. Forces nouvelles, qui étaient partiellement des forces armées...

Il nous semble que Daniel Guérin en tient compte très insuffisamment. Sans cesse, lui et ses amis, adjurent les « chefs » de reprendre l'offensive, d'« ouvrir les vannes au torrent populaire ». Avec consistance, ceux-ci refusent. Par timidité, par manque de véritable tempérament révolutionnaire ? Sans aucun doute. Mais peut-être leur esprit timoré les rendit-il aussi plus aptes à comprendre que « tout n'est pas possible ».

Au Conseil National de la S.F.I.O. du 22 juin 1937, la Gauche Révolutionnaire fut particulièrement pressante, mais elle s'attira une réponse sans équivoque, relevée par Guérin :

« Jamais lui, Blum, ne jettera le pays dans la lutte révolutionnaire : *Vous savez que j'ai toujours tout fait pour mon Parti. Vous savez aussi que je ne suis pas un lâche. Mais ne me demandez pas cela.* Et, d'un de ces gestes de grand seigneur dont il a le secret, Blum ajoute : *Ce serait la guerre civile, ici comme en Espagne.* » (p. 169)

On voit la scène. On voit la rage de la Gauche. Mais Blum avait-il tout à fait tort ? Il nous semble que le vide politique dont nous parlions plus haut et qui, entre autres, permit au feu de paille du Front Populaire de prendre momentanément une telle extension, n'était tout de même pas aussi complet que se l'imaginaient Guérin et ses amis. Certes, après l'alerte du 6 février 1934, l'Extrême Droite française avait subi des échecs cuisants. Surtout, elle avait montré son incapacité contre-révolutionnaire. Mais l'armée et la police étaient toujours là ; auraient-elles admis et permis le développement d'une véritable révolution sociale en France ? Leur présence et leur puissance furent également une lourde hypothèque pour la politique extérieure du gouvernement, notamment à l'égard de l'Espagne. Peut-être Blum et les staliniens furent-ils coupables d'y trouver un alibi facile. Il n'empêche que les « pivertistes » nous paraissent avoir péché par optimisme excessif.

Mais, évidemment, la déconfiture du Front Populaire ne trouve pas là toute son explication. La raison essentielle — nous y avons déjà fait allu-

sion — fut que la France manquait à peu près totalement de forces révolutionnaires véritables.

Pour le Parti Communiste, la démonstration est facile à faire. Il se méfiait instinctivement de tout mouvement de masse qui ne fût pas contrôlé par lui ou qu'il n'eût pas suscité lui-même. D'autre part, la période entre 1934 et 1937 coïncidait avec celle où l'U.R.S.S., effrayée par la stabilité et le dynamisme de l'Etat hitlérien, cherchait des alliés à l'Ouest ; ce qu'elle désirait donc, n'était pas une France en ébullition révolutionnaire, mais une France militairement forte, une France d'« union sacrée ». En conséquence, elle fit tout son possible pour détacher son parti français du sectarisme qui l'avait stérilisé pendant si longtemps et le lancer dans un grand mouvement qui, de « populaire », devait de plus en plus devenir « national ». D'où les constantes tentatives communistes de « dépasser les socialistes sur leur droite », de flirter avec les radicaux après avoir constitué un Front avec les « social-fascistes » d'hier, puis, leur avidité de « tendre la main aux catholiques » et même d'inclure Paul Reynaud dans la coalition.

Mais Léon Blum, au fond, ne pensait pas autrement. Malgré son pacifisme traditionnel, malgré les courageuses campagnes qu'il mena jadis contre le traité de Versailles, il était désormais convaincu qu'Hitler voulait la guerre ou, tout au moins, ne démordrait pas d'une politique qui rendrait le conflit inévitable. Dans ces conditions, le pays se trouvait dans une situation comparable à celle de 1914, avec la différence que, cette fois-ci, l'antifascisme donnait une justification démocratique indiscutable à la participation nationale des socialistes. En conséquence, Blum estimait que l'« union sacrée » — inévitable et même indispensable — « ne devait pas se faire sans nous et encore moins contre nous, mais sous notre direction ». Là aussi, la « pause », donc la défaite sociale du Front Populaire, trouvait son explication : on ne fait pas en même temps la lutte des classes à outrance et l'union des patriotes.

Pour la « Gauche Révolutionnaire » c'était là, évidemment, la trahison la plus noire. Mais j'avoue ne pas bien voir quelle politique réelle on pouvait alternativement envisager, d'autant moins que, par ailleurs, Daniel Guérin parle des illusions « muniçoises » avec tout le mépris qu'elles méritent. Entre le social-patriotisme de Léon Blum et le pacifisme capitulaire de Paul Faure — les deux « ten-

dances » qui s'affrontèrent au congrès socialiste de Montrouge en 1939 — il ne choisit pas. Selon lui, la classe ouvrière aurait dû les renvoyer « dos-à-dos ».

Mais pour faire quoi alors ? Ce n'était pas très clair aux yeux de la minorité qui venait de constituer la P.S.O.P., et l'auteur, avec une totale loyauté, ne nous cache rien des débats byzantins qui s'y déroulèrent (1) ni des incertitudes qui régnaient. Mais aujourd'hui, après près d'un quart de siècle de recul historique, on aperçoit mal ce qu'aurait dû être cette politique « troisième », la vraie, la révolutionnaire. Sans doute, on pouvait protester contre les tentatives socio-communistes de juguler le mouvement ouvrier et notamment les grèves. On pouvait tâcher, au contraire, d'amplifier celles-ci, de leur donner toujours plus de mordant insurrectionnel. Mais en quoi cette politique — si elle avait été possible — aurait-elle contribué à la paix ? Le prolétariat allemand, sous la botte nazie, y aurait-il trouvé l'inspiration révolutionnaire qui lui manquait ? On peut le penser, mais le moins qu'on puisse dire, c'est que rien n'était moins certain.

C'est peut-être ici que nous touchons au cœur du problème. Pour Daniel Guérin, il semble bien que la lutte ouvrière, en tant que telle, soit la réponse à tous les problèmes qui se posent. Elle contient la solution intégrale : il suffit de lui permettre de se dérouler pour que tout devienne clair et, en somme, simple. C'est bien là le mythe marxiste, dans toute sa noblesse, mais aussi dans toute son irréalité. Après tant d'années, l'auteur se retrouve encore fidèle à toutes les convictions qui l'inspiraient alors : il a beaucoup lutté, beaucoup étudié, beaucoup réfléchi, mais ses idées fondamentales sont restées identiquement les mêmes. Rien, en lui, de cette évolution qui conduisit son co-équipier d'alors, Michel Collinet, à revoir l'idéologie traditionnelle et à écrire cette étude fondamentale qui s'intitule *La Tragédie du Marxisme*. Pour lui, Guérin, toute la mystique du Front Populaire reste intacte ; malheureusement, elle fut, d'après une parole de Marceau Pivert, « confisquée ».

C'est ici qu'il faut parler de la distinction qui se trouve à la base de tout ce livre, celle entre le

(1) Par exemple sur la question de savoir si l'appartenance au P.S.O.P. se conciliait avec l'adhésion à la Francmaçonnerie...

Front Populaire 1 et 2 : d'une part, le mouvement spontané de la base et, de l'autre, la combinaison politicienne. Le vrai péché contre le Saint Esprit révolutionnaire, ce fut de cyniquement faire servir celui-là, le pur, à soutenir et à couvrir les compromissions horribles de celui-ci.

Bien sûr, cette distinction est très réelle. Qui-conque a vu, ne fût-ce que de loin et occasionnellement, l'enthousiasme prolétarien au moment des « grèves sur le tas », en garde le souvenir éblouissant. Si jamais un mouvement social fut inspiré par les motifs les plus nobles, par un pur désir de justice et de dignité humaine, c'est bien celui du Front Populaire en juin 1936. Les masses, peu organisées jusqu'alors, se réveillèrent en sursaut et « prirent leur destin dans leurs propres mains ». Désormais, les lieux de travail leur appartenaient. Nouveaux propriétaires, ils se comportèrent avec une bonne grâce, une courtoisie, une fierté incomparables. Spontanément, d'usine à usine, des contacts s'établirent, des délégués furent échangés, des réunions organisées. Guérin, qui dirigea alors, pour un temps, le Comité Syndical des Lilas, donne à cet égard un très précieux témoignage, dans le chapitre qui s'intitule *Un « Soviet » en Banlieue*. Armé de tout le prestige que lui confère son brassard rouge avec le signe magique « C.G.T. », pense-t-il pouvoir diriger l'ensemble de la révolution en marche, telle qu'elle se manifeste dans son secteur. Citons :

« Nous avons organisé nous-mêmes le ravitaillement des usines en grève, emprunté des voitures à bras avec lesquelles nous avons collecté chez les commerçants de l'alimentation, les dons les plus divers. Et quand, dans l'allégresse générale, la grève est enfin gagnée, nous chargeons sur nos attelages les sacs de pommes de terre, les provisions en rabiote et nous partons en cortège, à travers les rues de la petite ville, chantant, criant et blaguant, pour ravitailler une autre entreprise où les gars sont encore en lutte. Quand nous arrivons, ils nous font fête. Les boutiquiers, les passants nous saluent et applaudissent » (p. 122).

En effet, même les classes moyennes sont « avec nous » et la révolution paraît pouvoir se faire dans l'unanimité. C'est là le climat qui inspira à Marceau Pivert son fameux article *Tout est possible aux audacieux*, paru dans le *Populaire* du 27 mai 1936 et qu'on trouve reproduit chez Guérin. Il fallait être d'extrême-droite ou manquer totalement de

générosité pour ne pas être sensible aux charmes de cette joyeuse épopée.

En face de ce mouvement, si humain et si grandiose, le Front Populaire « numéro deux » devait nécessairement faire piètre figure. On y trouvait les communistes, « le fil moscoutaire à la patte », les radicaux si compromis dans les scandales récents, mais aussi les socialistes qui avaient soutenu ces derniers pour ne pas « faire le jeu parlementaire de la Droite ». On y trouvait des hommes politiques qui étaient tout aussi peu enclins à prendre la tête d'une révolution que l'étaient les chefs social-démocrates allemands en 1918. D'où, court-circuit et toutes les amertumes d'une « révolution trahie ».

Pourtant, était-il possible de faire substantiellement mieux ? Surtout, le mouvement de masse pouvait-il se passer d'une expression politique quelle qu'elle fût et, si non, le gouvernement Blum aurait-il pu faire davantage que ce qu'il fit ? Pour Daniel Guérin, ces questions paraissent comporter des réponses claires et simples : oui, les chefs politiques, en se coupant des masses révolutionnaires, se sont privés des forces nouvelles qu'ils auraient pu puiser dans « la classe » comme Antée les trouvait dans la terre — en conséquence, isolés de leurs sources, ils ne pouvaient que dépérir — d'où, finalement, la défaite et la déroute, la perte des « conquêtes sociales » (2), le social-patriotisme et la guerre.

Hélas !, je ne réussis pas à me convaincre que la vérité politique était avec ceux de « la base » et qu'il n'y aurait eu qu'à l'y ramasser. Les « Soviets » français, dont parle Guérin, n'étaient encore que des improvisations, héroïques, séduisantes, mais très insuffisantes. Trotsky, analysant la situation, remarqua qu'ils auraient au moins dû se grouper dans un congrès national, qui serait devenu un jour le pouvoir réel. Telle avait été, en effet, l'évolution en Russie en 1917. Eh ! mais ce « soviétisme » russe, primitif, fédéraliste d'inspiration, ne fut-il pas, lui aussi, « confisqué » par une équipe politique ? Qui mieux que Trotsky pouvait le savoir, lui

(2) « D'un trait de plume, il (Paul Reynaud) élevait la durée du travail hebdomadaire de 40 à 48 et même 50 heures, et il enterrait les « cinq jours » : *La semaine des deux dimanches a cessé d'exister*, lança-t-il avec une joie sadique » (p. 243 : nous citons aussi le dernier bout de phrase parce qu'il est caractéristique du style agressif de l'auteur).

qui avait noyé dans le sang le soviét révolutionnaire de Kronstadt, en 1921 ?

Personnellement, nous croyons à ces formes de démocratie sociale directe, et il est significatif qu'en octobre 1956, les révolutionnaires hongrois aient, eux aussi, emprunté instinctivement la voie des « conseils d'entreprises ». Mais il est utopique d'espérer que l'organisation ouvrière sur le lieu même du travail, puisse jamais remplacer ou rendre superflu l'action gouvernementale au sens propre du terme. C'était même particulièrement illusoire en France, en 1936, puisque les travailleurs n'avaient ni expérience syndicale ni pensée économique précise. Daniel Guérin le dit lui-même implicitement :

« Le syndicalisme, à mes yeux, n'était pas une idéologie, mais une organisation, *l'organisation*, le rassemblement des producteurs sur le lieu du travail, l'ordre en face du désordre. Le jour où les militants ouvriers auraient une mentalité de *successeurs*, la révolution serait aux trois quarts accomplie » (p. 103).

Or, cette mentalité, justement, n'existait pas ou n'existait encore qu'à un état embryonnaire. D'où la latitude dont disposaient les politiciens « confiscateurs ». Ce n'est pas notre rôle d'excuser ceux-ci ou de plaider « non-coupables ». Nous nous étonnons simplement qu'un marxiste s'acharne avec tant de passion sur des hommes, comme si les véritables raisons d'un événement historique tel que l'échec du Front Populaire, ne se trouvaient nécessairement dans les conditions générales de l'économie française, dans les rapports de force réels et aussi, il faut le dire, dans le caractère primitif de l'éducation sociale des travailleurs. Non, ce mot « trahison », que nous lisons sans cesse en filigrane à travers tout le livre de Guérin, ne nous semble pas adéquat. De même, l'idée que, peut-être, si la « Gauche Révolutionnaire » et le P.S.O.P. avaient eu plus de courage et s'ils étaient venus plus tôt, ils auraient pu renverser la vapeur — cette idée-là, également en filigrane, nous paraît tout aussi illusoire.

Est-ce à dire qu'il faille être tendre pour les chefs du Front Populaire gouvernemental, et spécialement pour les socialistes qui en étaient « l'âme », si l'on peut dire ? Nullement ! L'effondrement de l'expérience était leur échec et celui de leur parti. On peut même se demander si la

S.F.I.O. a jamais été capable de surmonter cette lamentable défaite. Car la défaite était leur responsabilité politique, leur très grande faute. Pourquoi ?

Immédiatement après la guerre de 1914, les socialistes s'étaient présentés devant le public français en affirmant qu'ils étaient toujours tels qu'on les avait connus avant le conflit. Rien de changé. L'union sacrée ? N'en parlons plus. Albert Thomas à la production industrielle, donc au cœur de l'effort militaire ? On ne s'en vantait ni ne s'en excusait. Désormais, ce serait *business as usual*, la « vieille Maison » étant toujours « un parti de lutte des classes et de révolution ». Ces prétentions continuèrent même après la scission de Tours (1920), qui entraîna la majorité vers le Communisme ; bref, on prétendait expliquer aux masses que la traditionnelle S.F.I.O. n'était ni moins marxiste ni moins révolutionnaire que les communistes, qu'elle l'était seulement d'une autre manière, peut-être plus civilisée. Bonne foi douteuse, honnêteté intellectuelle incertaine, mais en tout cas calcul erroné. En effet, l'électorat européen n'a jamais suivi les social-démocrates que dans la mesure où ils présentaient une forme d'action sociale, radicalement différente de celle des bolchéviks. Malheureusement, derrière une façade de mots qui ne correspondaient plus en rien aux réalités politiques du Parti lui-même, la S.F.I.O. glissait sur la pente d'un électoralisme, que son programme doctrinal démentait. Révolutionnaires platoniques, réformistes honteux, les socialistes français se condamnaient ainsi à des opérations très limitées, si ce n'était à des intrigues pures et simples.

Entre l'appareil du Parti et Daniel Guérin, le choix moral n'est pas difficile à faire. Ce dernier croyait à l'idéologie. Il reste persuadé, même aujourd'hui, que la vérité résidait dans le prolétariat révolutionnaire, tel qu'il s'était manifesté dans le Front Populaire numéro 1. Nous pensons, hélas, que c'était là une noble illusion et que le mythe marxiste, loin de lui faire apercevoir clairement les réalités terre-à-terre, lui en masquait, au contraire, la nature. Peu importe, il est allé jusqu'au bout de sa doctrine. La direction de la S.F.I.O., au contraire, n'était prête pour aucun événement historique quel qu'il fût. Ses affirmations révolutionnaires lui tenaient lieu de programme précis. Tant que le « Grand Jour » n'aurait pas eu lieu, rien de sérieux n'était à faire, et l'on passait son temps à

manœuvrer en bonne conscience. À l'inverse, lorsque le « Grand Jour » arriverait, tout se réglerait de lui-même : alors, les jeux seraient faits d'une manière si totalement nouvelle qu'il ne servait à rien de se préparer à quoi que ce fût...

En résumé, il ne suffit pas de dire qu'au moment du Front Populaire, les socialistes français qui allaient se trouver au cœur du cyclone, n'étaient pas prêts ; ils s'étaient systématiquement préparés à l'impréparation. Leur éclectisme pseudo-marxiste leur tenait lieu d'idéologie, de doctrine et de programme tout ensemble.

Et puis, brusquement, la confrontation fut là. Les élections du 26 avril et du 3 mai 1936 donnèrent à la S.F.I.O. 147 sièges contre 106 aux radicaux et 72 aux communistes. Le drame était inévitable : il fallait faire quelque chose ! Ce sera le premier cabinet Blum.

Nous ne pensons pas que Guérin soit entièrement juste envers le vieux leader social-démocrate, mais il n'a sans doute pas tout à fait tort lorsqu'il insinue que Blum, en dépit de ses affirmations courageuses « Si, si, j'ai demandé cela, et j'ai voulu cela, parce que cela, c'est la victoire de notre parti au sein d'une victoire républicaine », prenait le pouvoir comme on prend une croix. Il n'était prêt, ni à la « conquête » ni à l'« exercice » du pouvoir et son état-major l'était souvent moins encore. Or, les problèmes ne tardèrent pas à se présenter, de vrais problèmes, pratiques et redoutables, commandant des solutions qui pouvaient être diverses, mais ne seraient jamais agréables ni exaltantes. La propagande avait été manichéenne, au moins verbalement. Mais on ne gouverne pas à la manichéenne.

La première question était de savoir si l'appareil politique et administratif de l'État français offrait au gouvernement de Front Populaire un instrument d'action à peu près utilisable. La réponse était évidemment : non ! D'une part, le Sénat (qu'on disait « rural », en réalité, il était réactionnaire) paralysait ou en tout cas retardait tout travail législatif sérieux. Fallait-il donc le balayer ? Si oui, il ne suffisait pas de le dire, mais on devait profiter de l'atmosphère exceptionnellement favorable des premiers mois pour faire sauter l'obstacle. D'autre part, l'administration, comme il fallait s'y attendre, était farcie d'éléments conservateurs ou

réactionnaires, si bien qu'un ministre socialiste quelquefois ne commandait que dans le vide.

Cela était particulièrement vrai pour le Ministère des Colonies. Mais, comme le titulaire ne pouvait pas se déjuger et ne voulait pas engager une bataille sérieuse contre son « appareil », il se contenta de quelques initiatives heureuses, d'ailleurs timides, mais qui ne furent guère suivies d'exécution. Sous Léon Blum, comme sous Mac Donald, on continua, outre-mer, à persécuter les chefs nationalistes. Daniel Guérin consacre plusieurs pages poignantes à ce drame, qui engageait en même temps le problème de l'État et celui du colonialisme. Sur tous les deux, les socialistes n'avaient jamais réellement présenté de programme pratique. Eux non plus, n'avaient jamais eu une mentalité de « successeurs ».

En second lieu, devant la grande surprise de l'occupation des usines, le Socialisme et son gouvernement de Front Populaire découvraient qu'ils n'avaient pas de programme économique. Gênés par le mouvement de masse qui se réclamait d'eux, mais qu'ils ne contrôlaient en aucune manière — poussés à l'action par le patronat qui leur demandait de montrer leur « autorité » — gênés aussi à la pensée qu'on pourrait envoyer les gendarmes, ils aboutirent rapidement aux « accords de Matignon » qui comprenaient notamment la semaine de 40 heures et les congés payés.

Mais toute politique sociale est conditionnée par une politique économique, et là, on se trouvait devant le néant. Les capitaux fuyaient vers l'étranger comme il fallait s'y attendre. Or, jamais les socialistes n'avaient sérieusement envisagé quelles contre-mesures on pourrait éventuellement prendre. Enfin, le « contrôle des changes » fut un slogan plutôt qu'une technique. Cahin-caha, on fut acculé à cette dévaluation qui, en elle-même, n'aurait pas dû être un drame, mais qui contredisait brutalement toutes les déclarations socialistes préalables.

Pour nous, aujourd'hui, une dévaluation est une opération conduite en connaissance de cause, qui a ses avantages et ses inconvénients. En 1936, au contraire, tout le mouvement ouvrier européen restait hypnotisé par la mystique d'une « défense de la monnaie », comme s'il s'agissait là d'une obligation morale, d'un impératif éthique, d'une escroquerie à ne pas commettre. Pourtant, on la commit et, avec une trésorerie de plus en plus défectueuse,

le gouvernement Blum se trouvait dans la situation qu'à tout prix il eût voulu éviter : il était à la merci des banques. Désormais, le financement des lois sociales et de l'accord Matignon ne dépendait plus ni des ouvriers enthousiastes ni des partis inquiets...

Certes, il y avait le « Plan », qu'avaient élaboré les réformistes de la C.G.T. à la suite d'Henri de Man, et que défendait notamment Robert Marjolin, l'actuel commissaire du Marché Commun qui, alors, rédigeait la chronique économique du *Populaire*. Mais la Gauche socialiste n'y voyait évidemment qu'un palliatif technocratique, alors que la Droite s'adaptait mal à des perspectives qui auraient obligé ses membres à faire un effort de réflexion scientifique. D'ailleurs, le « Plan » ne venait-il pas trop tard ? Toujours est-il que, dans l'expérience du Front Populaire, il n'a jamais joué qu'un rôle tout à fait marginal.

Cela était peut-être inévitable, mais c'était aussi très grave, car ainsi le gouvernement manquait de ce qui lui était le plus nécessaire : un programme concret, suffisamment pratique pour pouvoir être appliqué et suffisamment radical pour ne pas constituer un pur replâtrage. Les nationalisations auraient pu y prendre leur place, mais, en fait, elles furent jetées à l'opinion gauchiste comme un os à ronger, par sentimentalité traditionnelle plutôt que par nécessité économique. Bref, lorsque les ouvriers abandonnèrent finalement les usines qu'ils avaient occupées, ils n'étaient pas vaincus, certes, aussi totalement que leurs camarades italiens en 1921 — n'avaient-ils pas obtenu des « avantages sociaux » très appréciables ? — mais, pourtant, la transformation de la société dont ils avaient rêvé était aussi loin que toujours.

Dans ces conditions, la politique économique du gouvernement de Front Populaire ne comportait que peu d'éléments novateurs. Elle n'a pas rajeuni cette France qui, à ce moment-là, en avait le plus grand besoin. Le malthusianisme continuait et le pays vivait toujours « à l'heure de son clocher ». Paradoxalement, c'est seulement dans le secteur agricole que quelques initiatives audacieuses furent prises, par un jeune ministre, député de l'Aisne, Georges Monnet, en qui Léon Blum n'avait pas tort de voir son dauphin.

Troisièmement, la politique étrangère ! Dans ce domaine, les folles illusions de Poincaré et les

faibles efforts pacifistes d'Edouard Herriot laissaient la voie libre à des tentatives originales.

Mais une option fondamentale était d'abord à prendre. Certes, on pouvait continuer la ligne traditionnelle et dénoncer Versailles. Cela aurait donné au moins un terrain d'entente avec Hitler, qui, au début de son règne, multipliait les propositions de désarmement : n'avait-il pas été lui-même un ancien combattant de la première guerre ; pouvait-on loyalement le soupçonner d'en désirer une deuxième ?... On pouvait donc le prendre au mot. Si le désarmement en était sorti, tant mieux ! Si non, on aurait au moins acquis une bonne conscience en choisissant l'autre terme de l'alternative : celle du réarmement sous toutes ses formes, celle de l'encerclement systématique de l'Allemagne nationale-socialiste. D'ailleurs, cette dernière politique aurait comporté une discipline sociale, incompatible avec des mouvements d'occupation d'usine et même avec les 40 heures.

Tertium non dabitur ? Nous avons déjà dit plus haut que Daniel Guérin ne nous semble pas avoir indiqué une troisième voie à suivre. Quoi qu'il en soit, les « tendances » dans la S.F.I.O. se neutralisaient mutuellement, dans ce domaine comme dans tant d'autres. Blum n'eut pas la majorité pour jouer carrément la carte de l'« union sacrée », alors que Paul Faure se cantonnait dans un pacifisme sentimental. Fallait-il donc choisir entre « la paix fasciste » de Munich et « la guerre impérialiste » des anti-munichois ? Fallait-il se décider si, tout compte fait, on était plus anti-totalitaire qu'anti-militariste ou l'inverse ? Personnellement, après la lecture du livre de Guérin, nous persistons à croire que le choix était bien celui-là. Mais le Socialisme français fit le plus mauvais choix possible : il ne choisit point.

Enfin, apparut ce problème espagnol que personne n'avait prévu. Là aussi il fallait savoir ce qu'on voulait et reconnaître au départ qu'aucune solution ne serait entièrement satisfaisante.

On pouvait soutenir militairement la République espagnole en danger. C'était la thèse des communistes : « Des avions pour l'Espagne » ; nous les entendons encore scander ces mots, dans un meeting où parlait Blum. Mais il fallait connaître les conséquences d'une telle décision. D'abord, des avions, la France en avait si peu elle-même, et la S.F.I.O. n'avait pas beaucoup fait pour qu'elle

en eût davantage. Lorsque le vieux réformiste Pierre Renaudel était entré à la Commission de l'Air, on lui avait amèrement reproché sa « trahison », son option « militariste ». Mais, d'autre part, était-il certain que l'armée française eût suivi le gouvernement de Front Populaire dans une lutte, qui n'était pas « nationale » mais « de classe » ? Le Président du Conseil avait peut-être raison en évoquant le spectre d'une guerre civile en France même. Mais il avait certainement tort en essayant de trop prouver et en se persuadant que la politique dite « de non-intervention » était la meilleure... aussi pour les républicains espagnols. Cela était indéfendable, d'autant plus que toute la « non-intervention » ne fut jamais qu'une ignoble duperie : « Ne pas intervenir dans l'intervention des autres », disait le *Canard Enchaîné*... En fait, les Nazis essayèrent leurs stukas à Guernica et les Italiens envoyèrent leurs brigades officielles, alors que les Soviétiques monnayaient tout transport de ravitaillement en concessions politiques à obtenir, sans oublier d'établir à Madrid l'état-major de tout un appareil-Guépéou (en Russie, on était à l'époque des grandes « purges »). Devant ce drame, le gouvernement de Paris, lié à celui de Londres projetait un spectacle d'ombres chinoises, en tâchant vainement de permettre aux Espagnols de se battre « honnêtement » entre eux. Là aussi, le Front Populaire réussissait à avoir « le pire des deux mondes », en ne servant ni la cause loyaliste en Espagne ni la paix de l'Europe. Ce serait cruel de l'en accabler trop.

Tels furent, en dernière analyse, les résultats de cette « révolution manquée ». C'est avec passion

que nous y avons réfléchi à nouveau, en lisant le livre de Daniel Guérin. Nous l'avons dit : il nous est impossible de partager ses conclusions, tout en admirant sans réserve le dévouement et la loyauté du petit noyau de militants, dont nous avons vu l'équivalent en Hollande, avec le groupe de H. Sneevliet. Sans doute, en lisant le manifeste du « Front Ouvrier International contre la Guerre » (juin 1940), dont Guérin reproduit l'essentiel, nous restons plein de doute : « J'entend le message, mais la foi me fait défaut ». Il en fut, il en reste de même pour nous, en reprenant les admirables publications clandestines de Sneevliet (3), où il affirmait que la guerre devait être gagnée, ni par Hitler, ni par les capitalistes anglosaxons, ni par le tyran Staline, mais par « le prolétariat international et révolutionnaire », incarné dans des groupuscules qui ne fusionnaient même pas avec la IV^e Internationale trotskyste. Mais, avouons-le, c'est l'admiration pour le phénomène humain qui nous anime, non pas la conviction que là, une politique nous était offerte.

En conclusion, ce « témoignage » aura puissamment contribué à démystifier la légende d'un Front Populaire chevaleresque, démocratique et efficace. Le Front Populaire fut un four. Mais pouvait-il en être autrement, la préparation humaine étant ce qu'elle était et les forces en présence étant ce qu'elles furent ? Même après avoir lu Daniel Guérin, j'en doute.

(3) Cf. *Voor Vrijheid en Socialisme* (1954).

